



## Libye : La guerre inévitable de l'OTAN

Par [Fidel Castro Ruz](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2011

3 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

À la différence de l'Égypte et de la Tunisie, la Libye occupe la première place de toute l'Afrique en Indice du développement humain et en espérance de vie. L'éducation et la santé y reçoivent une attention spéciale de l'État. Le niveau culturel de sa population est sans doute plus élevé. Ses problèmes sont d'une autre nature. La population ne manquait pas d'aliments ni des services sociaux indispensables. Le pays avait besoin d'une importante main-d'œuvre étrangère pour concrétiser ses plans de production et de développement social ambitieux.

Aussi fournissait-il du travail à des centaines de milliers d'Égyptiens, de Tunisiens, de Chinois et d'autres nationalités. Il disposait d'énormes ressources et réserves en devises convertibles, déposées dans les banques des pays riches, ce qui lui permettait d'acheter des biens de consommation, voire des armes perfectionnées, auprès de ces mêmes pays qui veulent aujourd'hui l'envahir au nom des droits humains.

La colossale campagne de mensonges orchestrée par les médias a provoqué une grande confusion dans l'opinion publique mondiale. Il se passera du temps avant qu'on puisse reconstruire ce qu'il s'est vraiment passé en Libye et trier les faits réels des mensonges divulgués.

Des chaînes sérieuses et prestigieuses comme TeleSur ont été contraintes d'envoyer des reporters et des opérateurs dans un camp et dans l'autre pour informer de ce qu'il se passe vraiment.

Les communications étaient bloquées, les diplomates honnêtes risquaient leur vie en parcourant les quartiers et en observant les activités, de jour ou de nuit, pour faire connaître les événements. L'Empire et ses principaux alliés recourent aux moyens les plus perfectionnés pour diffuser des informations dont il faut déduire des brins de vérité. Les visages des jeunes qui protestaient à Benghazi, des hommes et des femmes portant ou non le voile, exprimaient sans aucun doute une indignation réelle.

On peut apprécier l'influence qu'exerce encore la composante tribale dans ce pays arabe où 95 p. 100 de la population est musulmane.

L'Empire et l'OTAN - sérieusement inquiets devant la vague révolutionnaire déclenchée dans le monde arabe qui produit une grande partie du pétrole sur lequel repose l'économie de consommation des pays développés et riches - ne pouvaient pas laisser filer l'occasion du conflit interne surgi en Libye pour promouvoir une intervention militaire. Les déclarations formulées par l'administration étasunienne dès le premier moment ont été catégoriques à

cet égard.

Les circonstances ne pouvaient être plus propices. La droite républicaine a, aux élections de novembre dernier, assené un coup très fort au président Obama, cet expert en rhétorique.

Le groupe fasciste de la « mission remplie », soutenu maintenant sur le plan idéologique par les extrémistes du Tea Party, a réduit les possibilités du président à un rôle tout simplement décoratif ; son programme de santé est en danger, ainsi que la douteuse relance de l'économie à cause du déficit budgétaire et du gonflement incontrôlable de la dette publique qui bat désormais tous les records historiques.

Malgré leur déluge de mensonges et la confusion qu'ils ont semée, les États-Unis ne sont pas parvenus à entraîner la Chine et la Fédération de Russie à faire adopter par le Conseil de sécurité une intervention militaire en Libye, bien qu'ils aient obtenu en revanche l'approbation de leur objectif momentané au Conseil des droits de l'homme. La secrétaire d'État n'a laissé planer aucun doute quant à une intervention militaire : « Nous n'écartons aucune option. »

Le fait est que, comme je l'avais prévu, la Libye est désormais en proie à une guerre civile que les Nations Unies n'ont rien pu faire pour éviter, même si leur secrétaire général a jeté sa bonne part d'huile sur le feu.

Le hic – ce que les différents acteurs n'imaginaient sans doute pas – c'est que les chefs de la rébellion ont déclaré qu'ils refusaient toute intervention militaire étrangère. Selon différentes agences de presse, Hafiz Ghoga, porte-parole du Comité de la révolution, a déclaré le lundi 28 février :

« « C'est le peuple libyen qui libérera le reste du pays ». »

« « Nous avons l'armée requise pour libérer Tripoli » – a-t-il assuré en annonçant la formation d'un « Conseil national » pour représenter les villes du pays aux mains de l'insurrection.

« « Ce que nous voulons, ce sont des informations secrètes, mais absolument pas qu'on touche à notre souveraineté aérienne, terrestre et maritime », a-t-il ajouté lors d'une rencontre avec les journalistes dans cette ville située à mille kilomètres à l'est de Tripoli.

Selon une dépêche de l'AFP de lundi dernier, « l'intransigeance des responsables de l'opposition en matière de souveraineté nationale reflétait l'opinion que de nombreux Libyens ont manifestée spontanément à la presse internationale à Benghazi ».

Une professeure de sciences politiques de l'université de Benghazi, Abeir Imneina, a affirmé ce même jour :

« » Il y a un très fort sentiment national en Libye. »

« « De plus, l'exemple de l'Irak fait peur dans l'ensemble du monde arabe », souligne-t-elle, en référence à l'invasion américaine de 2003, censée apporter la démocratie dans le pays, puis par contagion à l'ensemble de la région, un scénario totalement démenti par les faits.

« « On sait bien comment cela s'est passé en Irak, qui se trouve en pleine instabilité, ça ne donne vraiment pas envie de suivre le même chemin. On ne veut pas que les Américains

viennent pour finir par devoir regretter Kadhafi ».

« Selon Abeir Imneina, « il y a aussi le sentiment que c'est notre révolution, que c'est à nous qu'il appartient de la faire ». »

Quelques heures après la diffusion de cette dépêche, deux des principaux journaux des USA, The New York Times et The Washington Post, s'empressèrent d'offrir de nouvelles versions sur ce point, que rapporte l'agence DPA le 1er mars :

« L'opposition libyenne pourrait demander à l'Occident de bombarder par air des positions stratégiques occupées par des forces fidèles au président Mouammar el-Kadhafi, fait savoir aujourd'hui la presse étasunienne.

« La question est discutée par le Conseil révolutionnaire libyen, précisent The New York Times et The Washington Post dans leurs versions numériques.

« Selon The New York Times, ces discussions traduisent la frustration croissante des chefs rebelles devant la possibilité que Kadhafi récupère le pouvoir.

« Au cas où les actions aériennes se réaliseraient dans le cadre des Nations Unies, cela n'impliquerait aucune intervention internationale, a expliqué le porte-parole du Conseil, cité par The New York Times.

« Le Conseil est constitué d'avocats, d'universitaires, de juges et de notables de la société libyenne.

« The Washington Post a cité des rebelles qui reconnaissent que, sans l'appui de l'Occident, les combats contre les forces loyales à Kadhafi pourraient durer longtemps et coûter beaucoup de vie. »

Il est curieux que cette liste du Conseil ne signale aucun ouvrier, aucun paysan, aucun bâtisseur, aucune personne en rapport avec la production matérielle, ou un jeune étudiant ou un combattant de ceux qu'on voit dans les manifestations. Pourquoi cette insistance à présenter les rebelles comme des membres éminents de la société libyenne en train d'inviter les États-Unis et l'OTAN à bombarder et à tuer des Libyens ?

On saura un jour la vérité à travers des gens comme la professeure de sciences politiques de l'Université de Benghazi, si éloquente quand elle raconte la terrible expérience qu'ont vécue des millions d'Iraquiens, tués, sans abri, sans emploi ou contraints d'émigrer.

Aujourd'hui, mercredi 2 mars, l'agence EFE présente ce porte-parole rebelle faisant des déclarations qui, à mon avis, infirment et confirment à la fois celles de lundi :

« Benghazi (Libye), 2 mars. La direction rebelle en Libye a demandé aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU de lancer une attaque aérienne « contre les mercenaires » du régime Mouammar el-Kadhafi.

« « Notre armée ne peut pas lancer des attaques contre les mercenaires en raison de son rôle défensif », a affirmé le porte-parole rebelle Hafiz Ghoga en conférence de presse à Benghazi.

« « Une attaque aérienne stratégique est différente d'une intervention étrangère, que nous

refusons », a souligné le porte-parole de forces d'opposition qui se sont montrées contraires à tout moment à une intervention militaire étrangère dans le conflit libyen. »

À laquelle des nombreuses guerres impérialistes ressemblerait celle-ci ?

À celle d'Espagne en 1936, à celle de Mussolini contre l'Éthiopie en 1935, à celle de George W. Bush contre l'Iraq en 2003, ou à n'importe laquelle des dizaines de guerres lancées par les États-Unis contre les peuples d'Amérique, depuis l'invasion du Mexique en 1846 jusqu'à celle des Malvinas en 1982 ?

Sans exclure, bien entendu, l'invasion mercenaire de Playa Girón, la sale guerre et le blocus contre notre patrie, une invasion dont nous fêtons le cinquantième anniversaire le 16 avril prochain.

Toutes ces guerres, comme celle du Viet Nam qui a coûté des millions de vies, ont eu pour points de départ les justifications et les mesures les plus cyniques.

Pour ceux qui doutent encore qu'une intervention militaire aura forcément lieu en Libye, je tiens à citer l'agence de presse AP, que je considère bien informée, dont un dépêche d'aujourd'hui affirme :

« Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) élaborent un plan d'urgence qui prend pour modèle les zones d'exclusion de vols établies dans les Balkans dans les années 90, au cas où la communauté internationale déciderait d'imposer un embargo aérien sur la Libye, ont affirmé des diplomates. »

Et de conclure :

« Selon ces fonctionnaires, qui devaient conserver l'anonymat en raison du caractère délicat de la question, les options envisagées reprennent l'idée de la zone d'exclusion de vols imposée par l'alliance militaire occidentale sur la Bosnie en 1993, qui eut l'aval du Conseil de sécurité, et lors des bombardements de l'OTAN sur le Kosovo en 1999, QUI NE L'EURENT PAS. »

*Traduction J-F Bonaldi, La Havane*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Fidel Castro Ruz](http://www.fidelcastro.com), Mondialisation.ca, 2011

---

Articles Par : [Fidel Castro Ruz](http://www.fidelcastro.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)